

## Le recyclage des menuiseries plutôt que l'enfouissement : l'association Val Ouest soutenue par le plan de relance

Chaque année en Bretagne, 80% des 10 000 tonnes de menuiseries déposées par les industriels partent à l'enfouissement, alors que 95% de la matière est recyclable. Dans le Finistère, l'association Val Ouest propose une alternative. Elle va toucher 44 000 euros du plan de relance.

Publié le 29/04/2021 à 07h01



© Val Ouest

Finistère

Dans le cadre du plan de relance, un peu plus de deux millions d'euros vont être attribués à des associations bretonnes. Elles travaillent dans le domaine de la lutte contre la précarité alimentaire, pour l'accès aux droits, le soutien aux familles et aux enfants, ou l'insertion sociale et professionnelle.

Parmi les 36 associations lauréates de l'appel à projet régional, Val Ouest dans le Finistère. Qui propose un service de collecte et de recyclage des menuiseries extérieures en fin de vie, jusqu'ici condamnées à l'enfouissement. Une aberration économique et environnementale.


Valouest  
samedi


L'association Valouest est lauréate dans le cadre de l'appel à projet [#FranceRelance](#) en lien avec l'insertion sociale et professionnelle.

La création d'emplois en insertion est une volonté de Valouest. Elle anime les enjeux sociaux de l'association. En créant une activité innovante tout en répondant aux besoins des entreprises, Valouest invente les métiers de demain.

<http://ow.ly/ANEf50EvMLP>



PREFECTURES-REGIONS.GOUV.FR

**France Relance : plus de 2M€ pour 36 ...**

Portail de l'Etat en

J'aime
Commenter
Partager

## Val Ouest veut recycler vos menuiseries en fin de vie

Chaque année en Bretagne, 80 % des 10 000 tonnes de menuiseries qui sont déposées partent à l'enfouissement, alors que plus de 90% de la matière peut être recyclée.

*"Des filières de collecte, de démantèlement et de recyclage de ces matériaux existent en région parisienne, dans le Maine-et-Loire, ou en Moselle, explique Mona Yven, chargée de projet chez Val Ouest, mais ce n'était jusqu'ici pas encore le cas dans la région."*

## Le projet voit le jour en 2019

Mona Yven était à l'époque salariée d'une association d'insertion plus classique, Relais Travail. L'association basée à Landerneau assure l'accompagnement socio-professionnel de demandeurs d'emplois longue durée, de jeunes sans qualification, de personnes bénéficiaires de minima sociaux. Elle leur décroche des contrats dans des entreprises, des communes ou chez des particuliers.

Et puis, il y a 18 mois, elle croise la route du chef d'exploitation d'une grande entreprise de menuiseries de Ploudaniel, Axel Fermetures, qui lui fait part de la problématique des déchets dans son secteur d'activité.

Il y avait une opportunité à saisir. Personne sur le marché, et de quoi diversifier les missions de Relais Travail : le projet de Val Ouest voit donc le jour. Avec bientôt la signature de partenariats avec d'autres entreprises de menuiseries, des collectivités, des maîtres d'ouvrages. L'association est soutenue par l'Ademe et la Région Bretagne notamment.

## 600 menuiseries collectées depuis décembre

La collecte de portes et de fenêtres sur le département du Finistère a donc débuté un peu plus d'un an après, en décembre 2020. *"Elle est assurée par deux salariés en réinsertion, et à ce jour, nous avons déjà stocké 600 menuiseries sur notre site de "Relais Travail" à Landerneau",* souligne Mona Yven.

Les entreprises s'y mettent les unes après les autres. En quelques mois, le coût de l'enfouissement est passé de 130 à 180 euros la tonne. Et la loi les incitera bientôt à trouver des solutions alternatives, elles y auront intérêt financièrement.

*"Ce service s'inscrit dans la loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC) du 11 février 2020, qui va appliquer le principe de pollueur-payeur aux producteurs de déchets du bâtiment : maîtres d'ouvrages, fabricants, artisans, indique Val Ouest sur son site internet. Les producteurs de déchets devront organiser le tri et s'assurer du recyclage de leurs déchets à partir du 1er janvier 2022".*



La collecte de menuiseries a débuté en décembre 2020. ● © Val Ouest

## Le centre de démantèlement des menuiseries bientôt opérationnel

Le centre de démantèlement devrait être opérationnel dans un mois, avec trois types de valorisation :

**le réemploi** : certaines menuiseries pourront conserver leur vocation initiale. Si elles ne

sont plus aux normes, elles peuvent malgré tout être réutilisées pour des bâtiments non chauffés par exemple.

**la réutilisation** : d'autres menuiseries pourront aussi s'offrir une deuxième vie. Servir pour la conception de serres ou de tables basses par exemple. Chez Val Ouest, un alternant est chargé de cette partie design.

**le recyclage** : les salariés en insertion qui travailleront sur le démantèlement, trieront le bois, le métal, le pvc, le verre. Les matériaux seront revendus à des repreneurs. Polyrex dans les Deux-Sèvres pour le PVC ; Armor Panneau dans le Morbihan pour le bois peint ou verni, qui sera broyé pour faire de l'aggloméré ; Saint-Gobain dans le Nord pour les vitres qui redeviendront du verre plat. Les métaux seront refondus dans le Finistère. Seuls les joints caoutchouc ne sont pour l'instant pas valorisables.

## 44 000 euros du Plan de relance

Val Ouest espère revaloriser 150 tonnes de menuiseries dès cette année 2021, 600 tonnes en 2023. Ce qui devrait lui permettre d'employer huit salariés en réinsertion dans deux ans.

*" Avec le plan de relance, nous allons toucher 44 000 euros, précise Mona Yven, cela va nous permettre d'acheter notamment un camion pour la collecte. Et faciliter notre développement, à moyen terme sur les autres départements bretons.*

*"Si nous avons été récompensés, c'est me semble-t-il parce que notre projet anticipe la loi, termine la chargée de projet de Val Ouest. Que nous proposons les trois dimensions, écologique, économique, et sociale. Et que nous sommes entourés de professionnels, ce qui nous crédibilise."*

L'association est présidée par Erwan Monfort, le responsable de la commission environnement et développement durable au sein de la fédération régionale du bâtiment.

Gilles Le Morvan

 partager cet article

## Poursuivre votre lecture sur ces sujets

économie

environnement

social